

LE CENTRE DE L'OCDE POUR LES COMPÉTENCES**Compte-rendu conjoint du Sommet sur les compétences 2022****Renforcer les compétences au service de l'équité et de la durabilité**

24-25 mars 2022, Carthagène (Colombie)

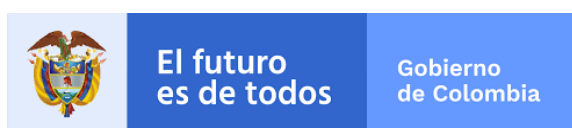
Le Gouvernement de Colombie et l'OCDE ont organisé la 4e biennale du Sommet sur les compétences à Carthagène, Colombie. Le Sommet sur les compétences 2022 a réuni des ministres et haut-responsables chargés des questions en lien avec les compétences – allant des domaines de l'emploi et l'éducation, à ceux du développement économique et à l'innovation – de 39 pays, membres de l'OCDE et au-delà, ainsi que des représentants de 9 organisations internationales et régionales, lors de la réunion en mode hybride (en présentiel et virtuel) sur le thème de discussion : « Renforcer les compétences au service de l'équité et de la durabilité - Offrir des parcours efficaces de perfectionnement et de requalification pour tous ». Lors du Sommet, les participants ont échangé sur leur expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques pour renforcer les compétences des personnes les plus vulnérables dans nos sociétés.

Ce document est un compte-rendu du Sommet rédigé conjointement par le Gouvernement de Colombie et l'OCDE.

Contacts:

El Iza Mohamedou, Head OECD Centre for Skills (el-iza.mohamedou@oecd.org)Andrew Bell, Head OECD Skills Strategy Projects, OECD Centre for Skills (andrew.bell@oecd.org)Bart Staats, Policy Analyst, OECD Skills Strategy, OECD Centre for Skills (bart.staats@oecd.org)

JT03498550



Compte-rendu conjoint du Sommet sur les compétences 2022

Sommet sur les compétences 2022 : contexte

1. Les systèmes d'éducation et de formation ont un rôle essentiel à jouer pour lutter contre la montée des inégalités et favoriser l'égalité des chances dans les pays de l'OCDE. Les compétences sont la clé de l'adaptation et de la réussite des individus en général, et des populations vulnérables en particulier, sur le marché du travail et dans la société. La demande de compétences devrait toutefois évoluer pour répondre aux innovations technologiques rapides et à la transition verte. Il est donc fondamental que les pays investissent dans les compétences s'ils veulent tirer le meilleur parti de ces évolutions. De plus, proposer aux individus des parcours accessibles, abordables et durables pour améliorer et recycler leurs compétences est nécessaire pour qu'ils puissent s'adapter aux changements qui interviennent dans l'économie et la société.

2. La transition vers l'économie numérique et l'économie verte modifie les compétences requises sur le marché du travail et dans la société. Pour réussir dans une économie mondiale numérique et interconnectée, les jeunes générations doivent acquérir de nouvelles compétences tandis que les plus âgées ont besoin d'améliorer ou de recycler les leurs. Cela suppose d'acquérir un ensemble diversifié de compétences, notamment des compétences de base, des compétences numériques et des compétences socioémotionnelles, mais aussi de mieux comprendre et cerner les nouveaux besoins de compétences des différents groupes dans une société en mutation rapide. En outre, la transition exige de créer des enseignements et des formations qui s'adaptent aux nouveaux besoins de compétences.

3. Promouvoir des possibilités d'apprentissage équitables et inclusives passe par une participation accrue, des populations défavorisées par exemple, à la formation tout au long de la vie, et par une offre de formation affinée afin de répondre aux besoins et objectifs d'apprentissage de chacun. Pour ce faire, il convient d'offrir des services d'enseignement et de formation de qualité, de mettre en place des incitations financières et non financières efficaces, et de fournir des informations et des indications sur la formation tout au long de la vie qui soient ciblées sur les populations vulnérables et adaptées à leurs besoins.
4. Ce sont ces défis dans le domaine des compétences qui ont guidé le choix du thème du 4e Sommet sur les compétences : *Renforcer les compétences au service de l'équité et de la durabilité – Offrir des parcours efficaces de perfectionnement et de requalification pour tous.*

Sommet sur les compétences 2022 : aperçu

5. Les 24 et 25 mars, le gouvernement de la Colombie et l'OCDE ont organisé le 4e Sommet sur les compétences à Carthagène, Colombie. Il s'agissait du premier Sommet de l'OCDE organisé en Colombie, et du premier Sommet sur les compétences tenu en Amérique latine.
6. Le Sommet a bénéficié de la participation active de M. Iván Duque, Président de la Colombie, et de M. Mathias Cormann, Secrétaire général de l'OCDE, qui ont tous deux prononcé un discours lors de l'accueil officiel des participants le 24 mars et de la séance plénière d'ouverture le 25 mars. Leurs discours ont défini le cadre des discussions du sommet, souligné l'importance de renforcer les compétences au service de l'équité et de la durabilité et présenté l'exemple colombien qui vise à améliorer les compétences des personnes vulnérables. L'[exposé de l'OCDE](#) décrit notamment les mégatendances telles que la transformation numérique, la transition verte et le vieillissement de la population, et met en avant leurs implications majeures pour l'éducation, les compétences et l'emploi, ainsi que le contexte difficile de la reprise après la pandémie de COVID-19. La manifestation était présidée par Mme Maria Paula Correa, Cheffe de Cabinet de la Présidence colombienne, et M. Ulrik Vestergaard Knudsen, Secrétaire général adjoint de l'OCDE, et animée par Mme Andrea Bernal, journaliste.
7. Le Sommet, qui s'est déroulé sur deux jours au format hybride, a réuni des ministres et de hauts fonctionnaires responsables de divers portefeuilles en lien avec les compétences, depuis l'éducation et le travail jusqu'à la science, la technologie et l'innovation, et venant de 39 pays de l'OCDE et au-delà (consulter la liste complète à l'Annex A). Y ont également participé les représentants de neuf organisations internationales et régionales, notamment l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque latino-américaine de développement (CAF) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), ainsi que le Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) et la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC). Les représentants de 19 pays et de 5 organisations ont participé en personne à la manifestation, y compris 11 ministres et vice-ministres. Plusieurs parties du Sommet ont été retransmises au public en direct.
8. Lors du Sommet, cinq intervenants invités (voir leurs notices biographiques à l'Annex B) ont aussi prononcé des discours principaux, qui ont apporté différents éclairages sur les défis à relever pour renforcer les compétences au service de l'équité et de la durabilité. Le 24 mars, Mme Kate Behncken, Vice-Présidente et Responsable mondiale de Microsoft Philanthropies, a axé son intervention sur les travaux en cours relatifs au développement des compétences de cybersécurité dans les établissements d'enseignement post-secondaire aux États-Unis (*community colleges*), tandis que Mme Keishia Thorpe, lauréate du Global Teacher Prize 2021 décerné par la Fondation Varkey, a fait part de son expérience de l'élargissement de l'enseignement post-secondaire aux élèves modestes, immigrés, réfugiés ou américains de la première génération.
9. Lors de la séance plénière d'ouverture du 25 mars, le Professeur James Heckman, économiste américain de l'Université de Chicago lauréat du prix Nobel en 2000 et Directeur du Centre for the Economics

of Human Development (CEHD), a axé son [intervention](#) sur la rentabilité de l'investissement dans les compétences dès le plus jeune âge ainsi que sur la multitude des compétences utiles dans la vie, notamment les compétences socioémotionnelles. Dr. Linda Darling Hammond, Professeure émérite d'éducation Charles E. Ducommun à l'Université de Stanford et Présidente fondatrice du Learning Policy Institute, a quant à elle axé son [intervention](#) sur la façon dont les établissements scolaires doivent s'adapter pour développer ces multiples compétences du 21^e siècle tout en renforçant l'équité. Enfin, M. Nicolas Schmit, Commissaire européen chargé de l'emploi et des droits sociaux, a exposé dans le détail les politiques et initiatives approfondies en matière de compétences que la Commission européenne (CE) a mises en place.

10. Trois manifestations étaient organisées en marge du Sommet pour présenter les meilleures pratiques en matière d'amélioration et de recyclage des compétences des populations défavorisées en Colombie (voir l'Encadré 1 et le [site web du Sommet sur les compétences](#)). La première, sur le perfectionnement et l'actualisation des compétences des générations actuelles et futures, était organisée par l'Institut colombien de protection de la famille (ICBF) et présidée par la Première dame de Colombie, Mme María Juliana Ruiz Sandoval, qui a mis à profit son statut pour promouvoir l'apprentissage auprès des populations vulnérables en Colombie. La deuxième, sur les compétences à l'appui de l'économie « orange » (créative), numérique et verte, était organisée par le ministère du Travail et a mis en lumière les pratiques de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) dans ces secteurs. La troisième, sur les systèmes de compétences et l'immigration, était organisée par le ministère de l'Éducation et l'Agence des migrations, et a présenté les efforts déployés par la Colombie pour régulariser et insérer les immigrants vénézuéliens sur le marché du travail.

Encadré 1. Manifestations en marge du Sommet sur les compétences

Perfectionnement et requalification des compétences des générations actuelles et futures

Cette [manifestation parallèle](#) était organisée par l'Institut colombien du bien-être familial (ICBF) et le Conseil présidentiel pour la jeunesse. Elle a porté sur la stratégie *Sacúdete*, qui accompagne plus de 370 000 adolescents et jeunes femmes et hommes, dans plus de 700 communes des 32 départements de la Colombie, par le biais de formations qui leur offrent la possibilité d'acquérir des compétences telles que l'esprit critique, les compétences numériques, l'innovation, la créativité, l'esprit d'initiative, la communication assertive, la citoyenneté, le travail en équipe et l'empathie. Lors de cette manifestation, plus de 200 bénéficiaires du programme *Sacúdete* ont pu confronter leurs idées.

Les compétences à l'appui de l'économie « orange » créative et numérique, et, de l'économie verte

Cette [manifestation parallèle](#) était organisée par le service national de formation (SENA) et le ministère du Travail. Elle a porté sur les activités du SENA relatives aux deux branches du système de compétences : perfectionnement et requalification. Par l'intermédiaire des apprentis et instructeurs du service, la manifestation a présenté les programmes et la méthodologie utilisée pour former les élèves aux compétences recherchées par l'économie « orange » créative et numérique et l'économie verte. Les apprentis ont fait part de leur expérience dans le domaine, et des opportunités qu'ils ont saisies.

Les systèmes de compétences et l'immigration

Cette [manifestation parallèle](#) était organisée par le Département national de la planification conjointement avec le ministère du Travail, le ministère de l'Éducation, le Bureau des Migrations et le Bureau des affaires frontalières de la Présidence. Elle a exposé la politique menée activement par le gouvernement colombien pour régulariser et intégrer les immigrants vénézuéliens dans le marché du travail, en incluant les instances publiques chargées de la mettre en oeuvre ainsi que les immigrants et les employeurs participant aux différents programmes.

11. À la suite de deux manifestations organisées en amont du Sommet sur les compétences avec les ministres des pays d'Amérique latine membres de l'OCDE et des organisations internationales, respectivement en janvier 2022 et mars 2022 (voir l'Encadré 2 pour en savoir plus), une réunion spéciale a eu lieu avec les ministres de l'Éducation de la région, à laquelle ont participé l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, l'Équateur, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay, également en présence de M. Mathias Cormann, Secrétaire général de l'OCDE. Lors de cette réunion, animée par Mme María Victoria Angulo, Ministre colombienne de l'Éducation, et M. Andreas Schleicher, Directeur de la Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE, sont intervenus à distance Mme Ragga Árnadóttir, Directrice du Centre de développement de l'OCDE, et M. José Antonio Ardavin, Chef de la Division Amérique latine et Caraïbes au sein de la Direction des Relations mondiales de l'OCDE. L'objectif de cette manifestation à huis clos était d'approfondir les discussions sur les défis et opportunités communs en matière de compétences, et d'envisager les possibilités de coopération et de collaboration entre pays pour renforcer le socle de compétences et la compétitivité de la région.

12. Outre les allocutions des intervenants principaux et des représentants du gouvernement colombien et de l'OCDE, le sommet a aussi été l'occasion pour les pays de tenir des réunions bilatérales dans le but de consolider la coopération internationale entre les pays et les régions. Au total, plus de 40 réunions bilatérales ont été organisées pendant la manifestation. En outre, si deux sessions (présentées plus en détail ci-dessous) ont été consacrées aux discussions principales, les participants ont également eu la possibilité de formuler des déclarations finales à l'issue du sommet.

Encadré 2. Manifestations organisées en amont du Sommet sur les compétences

Réunion des ministres d'Amérique latine sur « La reprise économique : coup de projecteur sur l'éducation, les compétences et l'emploi » (24 janvier 2022)

L'objectif de cette réunion était de créer un espace de discussion entre les pays d'Amérique latine membres de l'OCDE en amont du Sommet sur les compétences 2022 sur les défis liés aux compétences, à l'éducation et à l'emploi dans le contexte de la reprise économique post-COVID-19. Elle a permis aux ministres de faire connaître et d'examiner les expériences réussies et les programmes efficaces à l'appui de la coopération régionale.

La réunion a débuté par une allocution liminaire du Secrétaire général de l'OCDE, M. Mathias Cormann, et des exposés de l'OCDE présentés par M. Stefano Scarpetta, Directeur de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE, M. Andreas Schleicher, Directeur de la Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE, et Mme El Iza Mohamedou, Cheffe du Centre de l'OCDE pour les compétences. Elle a été suivie d'une table ronde animée par M. Juan Yermo, Directeur de Cabinet du Secrétaire général de l'OCDE, afin d'examiner les enjeux, les meilleures pratiques et les possibilités en matière de coopération régionale. Les représentants suivants ont participé aux discussions : M. Juan Eduardo Vargas, Sous-secrétaire à l'Enseignement supérieur du Chili ; M. Ángel Custodio Cabrera, Ministre du Travail de la Colombie ; M. Andrés Valenciano, Ministre du Commerce extérieur du Costa Rica ; et Mme Luisa María Alcalde, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale du Mexique.

Réunion avec des organisations internationales sur l'Amérique latine (14 mars 2022)

La réunion a servi de cadre de discussion aux organisations internationales en amont du Sommet sur les compétences 2022, dans le but de recenser les messages communs des pouvoirs publics et de dégager des possibilités de collaboration.

La réunion a commencé par une allocution liminaire de M. Andreas Schaal, Directeur de la Direction des Relations mondiales et Sherpa de l'OCDE, et par un exposé de Mme Isabell Koske, Directrice adjointe de la Branche des études nationales du Département des affaires économiques de l'OCDE.

Elle a été suivie d'une table ronde animée par Mme Lina Arbeláez, Directrice de l'Institut colombien du du bien-être familial ; y ont participé Mme Stefania Giannini, Sous-Directrice générale pour l'éducation (UNESCO) ; M. Mario Cimoli, Secrétaire exécutif adjoint (CEPALC) ; Mme Anne Posthuma, Directrice du Centre interaméricain pour le développement des connaissances dans la formation professionnelle (OIT) ; M. William F. Maloney, Économiste en chef pour la région Amérique latine et Caraïbes (Banque mondiale) ; M. Éric Parrado, Économiste en chef (BID) ; M. Stefano Scarpetta, Directeur de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE ; et M. Andreas Schleicher, Directeur de la Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE.

Session 1 – Adopter des approches innovantes pour proposer à tous des possibilités de formation tout au long de la vie

Contexte

13. La session 1 avait pour thème *Adopter des approches innovantes pour proposer à tous des possibilités de formation tout au long de la vie*. L'objectif était de voir ensemble comment ces approches innovantes peuvent non seulement lever les obstacles à la participation des jeunes et des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie, mais aussi permettre une personnalisation de cet apprentissage, afin que les catégories de population les plus vulnérables ne soient pas laissées pour compte. Les échanges étaient animés par les Présidents, Mme Maria Paula Correa, Cheffe de Cabinet de la Présidence de la Colombie, et M. Ulrik Vestergaard Knudsen, Secrétaire général adjoint de l'OCDE. La session s'est tenue à huis clos – les délégations participantes, sur place ou à distance, étant les seules admises à y prendre part – et selon la règle de Chatham House.

14. Elle s'est ouverte par les exposés de Mme Lina Arbeláez, Directrice générale de l'ICBF, et de M. Juan Sebastian Arango, Conseiller du Président pour la jeunesse, qui ont fait connaître le point de vue de la Colombie sur les difficultés rencontrées dans la mise en place d'approches innovantes pour proposer à tous des possibilités de formation tout au long de la vie. Leur propos s'est articulé autour de la stratégie *Sacúdete* par laquelle le gouvernement colombien entend aider les adolescents et les jeunes à acquérir les compétences du 21^e siècle (pensée critique, compétences numériques, innovation, créativité, esprit d'initiative, communication assertive, citoyenneté, travail en équipe et empathie). Suivant une méthodologie en trois phases – Inspire-toi, Concentre-toi et Transforme-toi – cette stratégie a permis de former plus de 370 000 adolescents et jeunes dans plus de 700 communes des 32 départements du pays.

15. M. Stefano Scarpetta, Directeur de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE a [apporté](#) ensuite l'éclairage de l'Organisation sur le thème de la session. Il a relevé que ceux qui auraient le plus besoin d'une requalification ou d'une remise à niveau de leurs compétences, en particulier les individus peu qualifiés, sont aussi ceux qui sont les moins susceptibles de suivre une formation pour adultes. À cela s'ajoute que la correction des inégalités dès le plus jeune âge est essentielle pour que chacun prenne un bon départ sur le chemin de la formation tout au long de la vie ; les enseignants comptent d'ailleurs parmi les facteurs les plus déterminants dans l'acquisition d'une attitude positive vis-à-vis de cette dernière. L'exposé de M. Scarpetta a montré à quel point le manque de motivation dont de nombreux adultes font preuve à l'égard de l'apprentissage est un obstacle de taille dans les pays de l'OCDE et combien il faut des mesures ciblées, à commencer par des services d'orientation professionnelle personnalisés, pour encourager ceux qui se sentent le moins concernés. Il sera indispensable de lever les obstacles financiers et non financiers pour inciter tout un chacun à se former tout au long de l'existence ; le développement de l'apprentissage en ligne pourrait favoriser un accès plus large aux formations et une meilleure adéquation de celles-ci aux besoins des individus.

16. Pour amorcer la discussion, quatre grandes questions ont été posées aux participants au sujet de la fourniture d'un enseignement et d'une formation de qualité et sur mesure, des incitations financières et non financières et des informations et orientations sur la formation tout au long de la vie à diffuser aux groupes sociaux vulnérables (voir Encadré 3).

Encadré 3. Questions à examiner par les participants à la session 1 du Sommet sur les compétences : Adopter des approches innovantes pour proposer à tous des possibilités de formation tout au long de la vie

1. Que fait votre pays pour proposer une offre d'enseignement et de formation de qualité afin de favoriser l'insertion sociale des jeunes et des adultes des groupes vulnérables ?
2. Que fait votre pays pour veiller à ce que les incitations financières et non financières accroissent la participation des groupes sous-représentés aux activités de formation tout au long de la vie ?
3. Comment votre pays améliore-t-il les informations et orientations relatives à la formation tout au long de la vie pour mieux cibler et adapter les activités aux groupes vulnérables ?
4. Que fait votre pays pour personnaliser et adapter les services d'enseignement et de formation aux besoins/déficits de compétences des groupes vulnérables ?

Points essentiels de la discussion

17. La discussion s'ouvre avec les interventions de Chefs de délégation de l'Italie, de l'Irlande et des États-Unis. D'autres Chefs de délégation expliquent ensuite ce que font actuellement leurs pays et organismes de rattachement pour proposer à tous des possibilités de formation tout au long de la vie grâce à des approches innovantes.

18. Les participants se félicitent du thème choisi pour le Sommet sur les compétences 2022 et soulignent la pertinence de la remise à niveau et du développement des compétences chez les groupes vulnérables. Investir dans les compétences est considéré comme la clé pour autonomiser les individus et leur ouvrir des perspectives, ainsi que pour les rendre capables de s'adapter aux chocs imprévus. La possession de compétences adéquates sera un prérequis pour saisir pleinement les possibilités offertes par le monde du travail de demain et en tirer le meilleur parti. Les pays vont par conséquent devoir créer un environnement propice à l'apprentissage tout au long de la vie chez tous les membres de la société.

19. S'assurer que les groupes qui risquent tout particulièrement d'être laissés de côté participent bien à la formation est un défi commun à tous les pays. Même les pays qui enregistrent une forte participation aux activités de formation des adultes font savoir que beaucoup s'en tiennent encore à l'écart. Les participants jugent important d'investir dans le développement des compétences parmi les groupes qui sont les plus menacés d'exclusion sociale et professionnelle, à commencer par les jeunes, les femmes, les travailleurs peu qualifiés, les immigrés et/ou les populations indigènes.

20. Les réformes politiques, les stratégies et autres interventions signalées par les participants témoignent d'un vaste mouvement international en faveur de l'adoption d'un programme ambitieux dans le domaine des compétences. La nécessité, largement reconnue, de requalifier et remettre à niveau les compétences des travailleurs s'est fait sentir avec plus d'acuité encore lors de la crise du COVID-19. La pandémie et son effet d'amplification des mégatendances existantes ont montré de manière éloquente aux pays que les compétences sont indispensables à leur reprise, de même qu'à leur résilience et à leur capacité d'adaptation face aux événements de l'avenir. Les participants font savoir que de nombreuses initiatives relatives aux compétences ont été prises dans le cadre des plans nationaux de relance post-COVID-19, et que les réformes des politiques des compétences comptent parmi les plus importantes réformes du moment.

21. De nombreux pays s'attachent d'ores et déjà à encourager la formation chez les adultes, et les groupes vulnérables en particulier, et mènent pour cela diverses interventions. Les participants évoquent les principales initiatives prises par leur pays, initiatives qui vont du congé formation rémunéré aux incitations financières, lesquelles peuvent prendre la forme de subventions ou de chèques formation, par exemple. Les pays ont aussi défini et encouragé des programmes visant à développer la capacité d'adaptation de certaines catégories de travailleurs et d'employeurs, à travers la remise à niveau de leurs compétences ou l'acquisition de nouveaux talents. Parmi les exemples cités par les participants, on trouve des programmes de formation gratuits pour les chômeurs et des programmes spécialement destinés à renforcer le niveau linguistique des immigrés adultes et à mieux en reconnaître les compétences acquises dans le pays d'origine.

22. L'importance de l'innovation dans l'enseignement et la formation revient fréquemment dans la discussion. Plusieurs participants soulignent qu'il est bon de proposer des formations accessibles, par exemple sous la forme de cours à la carte, et indiquent en quoi la technologie peut être un puissant moyen d'accroître la productivité et l'équité au sein des systèmes de compétences. Les nouvelles expériences d'apprentissage, parmi lesquelles se rangent la formation en ligne ou à distance et d'autres approches innovantes comme la réalité augmentée, la réalité virtuelle et l'intelligence artificielle, peuvent révolutionner les systèmes d'enseignement et de formation. L'enseignement à distance peut rendre les formations plus accessibles et mieux ajustées et sera indispensable pour répondre aux besoins de requalification et de remise à niveau des adultes. Pour favoriser l'essor de l'enseignement en ligne, les pouvoirs publics vont devoir aussi continuer d'aider les adultes à acquérir les compétences numériques nécessaires, et les encourager à se former en ligne, en particulier les moins qualifiés d'entre eux. La technologie peut également allier apprentissage et évaluation, en offrant un retour en temps réel sur les acquis et en permettant d'évaluer non seulement les compétences scolaires, mais aussi les compétences professionnelles. Dans ce contexte, la nécessité de disposer de solides systèmes d'assurance qualité a elle aussi été soulignée à maintes reprises.

23. Les participants engagent une réflexion sur les solides systèmes d'orientation à mettre en place pour atteindre les groupes qui ont le plus besoin de se former. Les groupes défavorisés, bien souvent, ne font pas encore appel aux services d'orientation à leur disposition. À titre d'exemple, les individus les moins qualifiés – et qui sont probablement ceux qui ont les besoins les plus importants – sont relativement peu susceptibles de solliciter les services d'accompagnement. Les pays relèvent qu'il est important de se mettre davantage à la portée de ces personnes, par exemple, en installant ces services dans des lieux qu'elles fréquentent régulièrement, comme dans les locaux d'organismes d'intérêt local. Les participants signalent que, dans leur pays, des organismes comme les services publics de l'emploi s'attachent déjà à aller à la rencontre des groupes vulnérables pour promouvoir la formation, notamment par l'intermédiaire de conseillers d'orientation. Certains pays ont aussi créé des plateformes en ligne qui servent de guichet unique pour se renseigner sur les possibilités de formation et les mesures d'aide proposées, afin d'aider les adultes à suivre une formation.

24. Plusieurs pays participants cherchent à trouver de nouvelles solutions pour atteindre les groupes vulnérables. Ils signalent en particulier le potentiel que recèlent les comptes individuels de formation, notamment pour ce qui est d'harmoniser les mesures d'incitation à la formation et de faire en sorte que les droits à la formation soient « transférables » d'un emploi ou d'un statut professionnel à un autre. Quelques pays se tournent par ailleurs vers des stratégies de sensibilisation plus originales, suivant des approches plus ciblées et adaptées (sur les réseaux sociaux, par exemple).

25. L'aide à la remise à niveau et à la requalification des compétences des réfugiés est un thème récurrent de la discussion. Les participants jugent très important de venir en aide à ceux qui ont dû quitter leur pays d'origine. Cela ne va pas sans difficulté, en particulier pour les pays européens, confrontés aujourd'hui à l'arrivée massive de réfugiés fuyant l'Ukraine en guerre, et pour la Colombie, qui accueille près de 2 millions de Vénézuéliens sur son territoire. Les enfants réfugiés doivent pouvoir poursuivre leur scolarité afin de ne pas manquer l'occasion de prendre un bon départ dans leur apprentissage. Les

adultes, quant à eux, pourront avoir besoin d'une formation complémentaire pour s'investir pleinement dans l'économie et la société de leur pays d'accueil, y participer et y contribuer. Plusieurs pays font état des différentes mesures prises en faveur des réfugiés dans le domaine des compétences.

26. Enfin, les pays assurent l'OCDE de leur appui dans les travaux qu'elle consacre actuellement à la question des compétences. Ils se félicitent des éclairages qu'elle apporte par ses rapports thématiques et ses études par pays. Plusieurs d'entre eux, par exemple, expliquent que les projets menés dans le cadre de la Stratégie de l'OCDE sur les compétences les ont aidés à renforcer leurs systèmes de compétences et à adopter de nouvelles initiatives en faveur de la formation tout au long de la vie. Ils attendent en outre avec impatience de connaître les résultats du prochain cycle de l'Évaluation des compétences des adultes, produit du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC) qui mettra en lumière l'évolution des systèmes de compétences depuis les cycles précédents (2012, 2015 et 2018).

Session 2 – Veiller à ce que les systèmes éducatifs dotent tous les individus des compétences nécessaires pour réussir

Contexte

27. La session 2 avait pour thème *Veiller à ce que les systèmes éducatifs dotent tous les individus des compétences nécessaires pour réussir*. L'objectif était de réfléchir aux réformes nécessaires des systèmes d'éducation et des politiques relatives aux compétences pour favoriser une participation pleine et entière des individus à une économie mondiale numérique, verte et interdépendante. La session était en outre axée sur l'importance de la reconnaissance et de la validation des compétences acquises dans un cadre non formel ou informel. Tout comme pour la session 1, les échanges ont été animés par les Présidents et ont eu lieu à huis clos – les délégations participantes, sur place ou à distance, étant les seules admises à y prendre part – et selon la règle de Chatham House.

28. La session s'est ouverte avec les exposés de Mme María Victoria Angulo González, Ministre de l'Éducation nationale de Colombie, et M. Andrés Felipe Uribe Medina, Vice-ministre de l'Emploi et des Retraites, rattaché au ministère du Travail, qui ont expliqué comment leur pays appréhende le défi consistant à faire en sorte que les systèmes éducatifs dotent tous les individus des compétences nécessaires pour réussir. Ils ont fait part des progrès que le gouvernement colombien, par l'intermédiaire de son Plan national de développement, a accomplis dans la mise en place d'un système éducatif ouvert à tous, équitable et de qualité. Cette entreprise s'inscrit également dans le cadre du Programme de développement à l'horizon 2030, qui est la feuille de route stratégique suivie par le pays afin d'améliorer la qualité de vie de tous les Colombiens en procédant aux transformations nécessaires et en faisant preuve de volonté politique dans les domaines pertinents.

29. M. Andreas Schleicher, Directeur de l'éducation et des compétences à l'OCDE, s'est exprimé au sujet de l'identification et du traitement des déficits de compétences dans une économie dynamique. Dans son [exposé](#), il a expliqué comment la technologie exerce une influence tant sur les compétences nécessaires pour réussir aujourd'hui que sur notre manière de les acquérir. Il y a montré que le problème vient du fait que les compétences numériques des jeunes de 15 ans n'ont pas progressé en conséquence et qu'il faut faire coïncider les ressources dont les systèmes éducatifs disposent avec les besoins, dans la mesure où les élèves issus de milieux défavorisés ont souvent des enseignants médiocres et des moyens plus limités, et accroître la productivité (par exemple en termes de connaissances acquises par heure d'instruction). La technologie nous promet de rendre l'enseignement plus équitable – avec, par exemple, les outils d'analyse de l'apprentissage qui aident les enseignants à personnaliser leurs cours – et les compétences sociales et émotionnelles vont sans doute être davantage valorisées dans l'avenir.

30. En guise de point de départ aux discussions, quatre grandes questions ont été posées aux participants qui portaient sur les compétences nécessaires aux économies numériques et vertes, sur la

détermination des besoins de compétences, sur la réactivité des systèmes éducatifs, et sur les systèmes nationaux de certification (voir Encadré 4).

Encadré 4. Questions à examiner par les participants à la session 2 du Sommet sur les compétences : veiller à ce que les systèmes éducatifs dotent tous les individus des compétences nécessaires pour réussir

1. Quelles sont les compétences (par ex., compétences élémentaires, numériques, sociales et émotionnelles) dont les individus ont besoin pour contribuer et prendre pleinement part à l'économie numérique et verte ?
2. Que fait votre pays pour déterminer l'évolution des besoins en compétences de différents groupes dans une société en pleine mutation ?
3. Que fait votre pays pour adapter l'enseignement et la formation à l'évolution des besoins en compétences ?
4. Comment les systèmes nationaux de certification (y compris microdiplômes) de votre pays peuvent-ils contribuer à améliorer le développement et l'utilisation des compétences sur le marché du travail ?

Points essentiels de la discussion

31. La discussion s'ouvre par les interventions des Chefs de délégation de la Grèce, de la France et du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE. Viennent ensuite celles d'autres Chefs de délégation qui expliquent ce que font actuellement leurs pays et organismes de rattachement pour veiller à ce que les systèmes éducatifs dotent tous les individus des compétences nécessaires pour réussir.

32. Il a été tout d'abord question du rôle des systèmes éducatifs à l'égard des grands enjeux du développement. Les pays s'accordent à considérer qu'investir dans l'éducation est le moyen le moins onéreux, le plus rapide et le plus efficace de faire reculer la pauvreté et de corriger les écarts de développement à l'échelle tant nationale qu'internationale. Il est important et nécessaire d'investir dans la connaissance et la formation pour créer et organiser des sociétés inclusives et prospères. Les participants parlent également de la contribution que les entreprises pourraient apporter à la formation d'une population active dont tous les membres seraient dotés de toutes les compétences requises, contribuant ainsi à accélérer la croissance économique.

33. Dans ce contexte, ils soulignent qu'il est tout à fait indiqué de développer les compétences dont le monde du travail de demain aura besoin. Il est indispensable pour cela que le système de compétences soit capable de s'adapter ; des participants font d'ailleurs savoir que leur pays entend définir des programmes d'enseignement et de formation à même de suivre plus facilement l'évolution des besoins de compétences. À ce sujet, plusieurs participants soulignent qu'il est utile de solliciter le concours effectif du secteur privé pour mieux ajuster l'offre d'enseignement et de formation aux besoins de compétences du marché du travail, notamment par des partenariats public-privé et des mesures financières, et de passer d'une conception des compétences fondée sur l'offre à une conception fondée sur la demande.

34. L'acquisition et le développement de compétences numériques forment un thème récurrent. Avec l'accélération de la transformation numérique ces derniers temps, ces compétences deviennent rapidement un élément indispensable pour trouver sa place dans des sociétés plus complexes et plus interdépendantes. Les participants soulignent aussi l'importance de développer les compétences socioémotionnelles, parmi lesquelles l'esprit d'initiative, la communication, l'innovation, la formation et la

pensée stratégiques, les techniques de résolution de problèmes, la curiosité, l'optimisme et l'envie de réussir. Ils font mention de différents programmes qui visent explicitement à renforcer ces compétences, comme c'est le cas de la stratégie *Sacúdete* du gouvernement colombien et d'autres programmes de renforcement des compétences entrepreneuriales.

35. Autre thème récurrent, le rôle important des systèmes d'EFP pour nouer des liens avec les populations défavorisées et leur faire acquérir les compétences que les marchés du travail recherchent. Dans de nombreux pays, on considère que le pourcentage d'élèves qui fréquentent l'EFP est encore trop faible malgré les initiatives visant à encourager l'apprentissage et autres parcours de formations comportant des périodes de stage, et les pays s'emploient à accroître le nombre de diplômés de l'EFP. Les participants signalent qu'une bonne partie des effectifs de l'EFP sont issus de familles modestes, et une part considérable de ces élèves reste dans l'entreprise qui les a formés ou trouve rapidement un nouvel emploi au terme de sa formation en apprentissage ou de ses études.

36. On insiste beaucoup, enfin, sur la nécessité de pourvoir au développement des compétences du 21^e siècle dès le plus jeune âge, et sur la manière dont les systèmes d'enseignement pourraient contribuer à poser les bases de la formation tout au long de la vie. Les participants relèvent également, sur ce point, le rôle essentiel joué par les enseignants dans l'acquisition d'attitudes positives à l'égard de la formation tout au long de la vie, au cours de la jeunesse et à l'âge adulte. Tous ces efforts pourraient contribuer à faire *enfin* de l'apprentissage tout au long de la vie une réalité.

Conclusions

37. La pertinence de la remise à niveau et de la requalification des compétences des jeunes et des adultes, en particulier ceux issus de groupes vulnérables ou sous-représentés sur le marché du travail, est un thème qui a rencontré un fort écho auprès des pays et des organisations participants. Il s'agit d'un enjeu commun à de nombreux pays, et d'un enjeu de plus en plus pressant dans le contexte de l'accélération des mégatendances qui ne fait que creuser les inégalités existantes. Le Sommet sur les compétences 2022 a montré aussi que ces mégatendances ont fait sentir plus nettement la nécessité de renforcer les compétences et ont été à l'origine de nouvelles mesures et d'innovations destinées à renforcer le développement des compétences.

38. Pour continuer d'ouvrir aux individus des perspectives et surmonter les difficultés qui s'annoncent, les systèmes de compétences nationaux doivent devenir plus efficaces, plus inclusifs et plus verts. Ils doivent répondre aux besoins des économies et des sociétés, ce qui exige la prise en compte et la coordination d'éléments d'appréciation tirés de différents domaines d'action des pouvoirs publics, dont l'éducation, les marchés du travail, l'économie, la finance, la santé, les migrations et la transition verte. Pour que les compétences continuent d'amener plus d'équité et de durabilité, et pour lutter contre des inégalités économiques et sociales fortes et grandissantes, des politiques des compétences doivent être définies avec soin par l'ensemble des ministères concernés et avec la participation et le soutien de toutes les parties prenantes intéressées.

39. Il appartient aux responsables de prendre des mesures qui rendront les systèmes de compétences plus efficaces, plus inclusifs et plus verts afin que tout un chacun ait la possibilité d'acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans le monde du travail de demain. Il faudra pour cela faire preuve d'une solide volonté, de détermination, et s'inscrire dans une perspective à long terme.

40. Quant à la suite, l'OCDE se réjouit de poursuivre ses contacts avec l'ensemble des pays et des organisations participants et compte maintenir une dynamique autour du programme d'action en faveur des compétences. Dans ce contexte, le prochain Sommet sur les compétences, qui aura lieu en 2024, accueilli par la Belgique, offrira à nouveau aux pays l'occasion de confronter l'expérience qui est la leur dans le renforcement des systèmes de compétences.

Annex A. Pays et organisations participants

Pays	Organisations internationales et régionales	Autres
<ul style="list-style-type: none"> • Argentine • Australie • Autriche • Belgique • Brésil • Bulgarie • Canada • Chili • Colombie • Costa Rica • Croatie • Équateur • Espagne • États-Unis • Finlande • France • Grèce • Hongrie • Irlande • Islande • Israël • Italie • Kazakhstan • Lituanie • Luxembourg • Mexique • Norvège • Pérou • Pologne • Portugal • Portugal • République tchèque • Roumanie • Royaume-Uni • Slovénie • Suède • Suisse • Turquie • Uruguay 	<ul style="list-style-type: none"> • Banque latino-américaine de développement • BIAD • Banque mondiale • OIJ • OIT • PNUD • UNESCO 	<ul style="list-style-type: none"> • Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC) • Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC)

Annex B. Notices biographiques des intervenants principaux

M. James J. Heckman, Professeur émérite d'économie Henry Schultz ; Directeur du Center for the Economics of Human Development, Université de Chicago

M. James J. Heckman est Professeur émérite d'économie Henry Schultz, à l'Université de Chicago, dont il dirige le *Center for the Economics of Human Development*, centre de recherche qui mène des travaux empiriques rigoureux sur les fondements économiques des inégalités au long de la vie.

Il a consacré sa carrière à l'étude de grandes questions sociales et économiques, cherchant notamment le meilleur moyen de lutter contre les inégalités et de donner à chacun sa chance. Le *Center for the Economics of Human Development* s'attache actuellement à analyser l'incidence de programmes d'éducation de la petite enfance appliqués de par le monde, à travers l'étude des effets immédiats et à long terme des interventions menées dans ce cadre (notamment ceux observés au milieu de la vie sur le plan de la santé et ceux sur les autres membres de la famille). Ses travaux reposent en outre sur des données originales, réunies aux États-Unis, en Chine et en Allemagne, pour apprécier les préférences et traits caractéristiques de manière à indiquer aux gouvernements, aux établissements scolaires et aux enseignants comment les compétences socioémotionnelles peuvent aider les élèves à donner la pleine mesure d'eux-mêmes. Un nouveau projet de recherche sur les déterminants de la mobilité intergénérationnelle aux États-Unis et au Danemark doit permettre de démystifier le modèle social scandinave.

En l'an 2000, M. Heckman a reçu le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur les aspects microéconométriques de la diversité et de l'hétérogénéité et pour la définition d'une base catégorique pour l'évaluation des politiques publiques. Ces travaux lui ont valu de nombreux autres prix, dont la médaille John Bates Clark, en 1983, la médaille d'or du Président de la République italienne, en 2008, la médaille Frisch, décernée par la Société d'économétrie en 2014, pour récompenser l'auteur de l'article le plus remarquable publié, dans le domaine de l'économie appliquée, par la revue *Econometrica* au cours des cinq années précédentes, et le prix Dan David, en 2016. Il figure régulièrement parmi les économistes les plus cités à l'échelle mondiale, d'après les données de RePEc.

M. Heckman est titulaire d'une licence en mathématiques du Colorado College, ainsi que d'une maîtrise et d'un doctorat en économie de l'Université de Princeton. Il enseigne à l'université de Chicago depuis 1973.

Mme Linda Darling-Hammond, Professeure émérite d'éducation Charles E. Ducommun à l'Université de Stanford et présidente fondatrice du Learning Policy Institute

Mme Linda Darling-Hammond est Professeure émérite d'éducation Charles E. Ducommun à l'Université de Stanford et Présidente fondatrice du *Learning Policy Institute*, qui a pour mission de produire des recherches de qualité sur lesquelles pourront s'appuyer des mesures propres à assurer à chaque enfant une instruction de qualité lui permettant de devenir un adulte autonome. Mme Darling-Hammond a présidé l'*American Educational Research Association* et est l'auteure de plus de 30 livres et 600 autres publications sur la qualité et l'équité dans l'éducation, dont l'ouvrage *The Flat World and Education : How America's Commitment to Equity Will Determine Our Future* pour lequel elle a été récompensée. En 2006,

elle a été citée parmi les dix personnes ayant le plus d'influence sur la politique éducative des États-Unis. Elle a pris la tête de l'équipe de transition chargée de la politique éducative à l'arrivée au pouvoir de M. Obama, en 2008, et derechef en 2020 avec M. Biden. Elle a été nommée Présidente du *California State Board of Education*, en 2019.

M. Nicolas Schmit, Commissaire européen chargé de l'emploi et des droits sociaux

M. Nicolas Schmit a pris ses fonctions de Commissaire européen chargé de l'emploi et des droits sociaux en décembre 2019. Auparavant, et après une longue carrière dans la fonction publique de son pays, le Luxembourg, il a été nommé Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Union européenne (EU) en 1998, pour une durée de six ans. En 2004, il a été nommé Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.

De 2009 à 2018, il a tenu le portefeuille de Ministre du Travail et de l'Emploi au sein du gouvernement luxembourgeois. Il a été élu Membre du Parlement européen en mai 2019, sous les couleurs du parti sociodémocrate *Lëtzebuenger Sozialistesche Aarbechterpartei*. M. Schmit est titulaire d'un doctorat en relations économiques internationales et d'une maîtrise en littérature française de l'Université d'Aix-Marseille.

Mme Kate Behncken, Vice-Présidente et Responsable mondiale de Microsoft Philanthropies

Mme Kate Behncken dirige une équipe d'envergure mondiale qui se consacre à la création de partenariats avec les organisations sans but lucratif, le secteur privé et les autorités publiques autour d'initiatives, de portée locale ou mondiale, destinées à faciliter l'accès de tous, sur un pied d'égalité, aux possibilités offertes par l'économie. Ses travaux consistent essentiellement à favoriser l'accès aux compétences numériques pour les personnes exclues de l'économie numérique, à aider les organisations sans but lucratif, les organisations intergouvernementales et les organisations de la société civile à tirer parti de la technologie et des services pour renforcer leurs capacités et mener à bien leur mission, et à accompagner des initiatives de mobilisation des acteurs de proximité (action humanitaire, TechSpark et initiative en faveur du logement abordable, par exemple).

Mme Behncken a été auparavant Directrice générale de l'équipe participation de la collectivité mondiale de Microsoft Philanthropies et Responsable adjointe des services juridiques et Directrice de cabinet du Président de Microsoft, M. Brad Smith. Elle a débuté sa carrière chez Microsoft en Australie, après avoir occupé différents postes de juriste dans les régions Asie-Pacifique et Europe, Moyen-Orient et Afrique.

En parallèle à son activité professionnelle avec Microsoft, Mme Behncken siège au conseil d'administration de divers organismes, United Way of King County, Titledown Tech, Generation Unlimited (UNICEF), et est membre du conseil d'entreprise de CARE.

Mme Keishia Thorpe, lauréate du Prix mondial de l'enseignant

Mme Keishia Thorpe a reçu en 2021 le Prix mondial de l'enseignant pour avoir ouvert l'accès à l'enseignement supérieur à des élèves modestes, immigrés, réfugiés ou Américains de la première génération.

Elle enseigne l'anglais en classe de 12e (dernière année de l'enseignement secondaire) à l'*International High School Langley Park* à Bladensburg, dans le Maryland. Ses élèves sont, dans leur écrasante majorité, des immigrés ou des réfugiés issus de familles modestes. Mme Thorpe ne ménage pas ses peines pour

leur permettre d'obtenir une bourse d'études supérieures complète. En 2018-19, ils ont ainsi reçu plus de 6.7 millions USD de bourses, versées par 11 établissements différents – et pratiquement tous ont été dispensés de droits de scolarité. Mme Thorpe est aussi co-fondatrice de *U.S. Elite International Track and Field, Inc* qui a déjà aidé plus de 500 jeunes du monde entier à recevoir une bourse complète, en tant qu'athlètes, de la part d'établissements d'enseignement supérieur et d'universités américains. Elle mène aussi une action remarquable sur le plan strictement scolaire. Elle a ainsi amélioré de 40 % les résultats en lecture dans son établissement en redéfinissant le programme d'enseignement de l'anglais en dernière année du secondaire pour le rendre plus pertinent sur le plan culturel.

Mme Thorpe est née en Jamaïque et a grandi dans un milieu en proie à la pauvreté et à la violence. Venue aux États-Unis grâce à une bourse d'athlétisme, elle s'est hissée en tête de classe. Elle a choisi de devenir enseignante après une mission bénévole dans une école de centre-ville où elle a pu constater les inégalités entre les élèves et observer aussi que la diversité des origines de ces derniers ne se retrouvait pas parmi le corps enseignant, formé en majorité de blancs.

Mme Thorpe a été choisie parmi 8 000 nominés et candidats de 121 pays différents. Sa victoire a été annoncée le 10 novembre 2021 au siège de l'UNESCO, à Paris (France).